



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

SUPPLEMENT A C.P.S. N° 46 - numéro spécial

19 FEVRIER 1993

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR

LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

**SE PREPARER A FAIRE FACE ET A ENGAGER LE COMBAT
CONTRE UNE MAJORITE DE DEPUTES
ET UN GOUVERNEMENT ULTRA-REACTIONNAIRES**

DES GOUVERNEMENTS BOURGEOIS

A la veille des élections des 21 et 28 mars 1993 à l'Assemblée Nationale un constat s'impose. En 1981 Mitterrand était élu président de la République et une majorité de députés du PS et du PCF l'était à l'Assemblée Nationale. Le PS disposait même à lui seul de la majorité des sièges. Le premier gouvernement que Mitterrand constitua a été un gouvernement d'"Union de la gauche" dirigé par le PS où siégeaient des ministres membres du PCF mais aussi des ministres membres du MRG. Le deuxième gouvernement qu'il forma était un gouvernement dirigé par le PS, où ne siégeaient plus de ministres du PCF, mais où des membres du MRG restaient ministres. Or qu'est-ce que le MRG ? Une organisation sans influence réelle, qui n'est qu'un décombre du parti radical lequel a été pendant cinquante ans le principal parti de la IIIe République et a encore joué un rôle important pendant la IVe République. En incluant des ministres du MRG dans les gouvernements que Mauroy et Fabius ont dirigés, Mitterrand a voulu affirmer qu'ils étaient des gouvernements bourgeois.

Aux élections législatives de 1986, le RPR et l'UDF ont repris la majorité à l'Assemblée Nationale. Mitterrand a demandé à Chirac de former le gouvernement. Mais en 1988 il a été réélu président de la République. Aux élections législatives qui ont suivi, le PCF et le PS ont, à nouveau, obtenu la majorité à l'Assemblée Nationale, mais cette fois à eux deux. Mitterrand a pratiqué "l'ouverture au centre". Dans leur ensemble les "centristes" ont repoussé ses offres. Toutefois certains ont répondu positivement. Mitterrand a alors formé successivement les gouvernements Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson, Mitterrand-Cresson-Soisson, Mitterrand-Bérégovoy-Tapie-Durieux-Soisson. Une nouvelle fois les gouvernements constitués par Mitterrand ont été des gouvernements bourgeois. Et des gouvernements bourgeois ne peuvent pratiquer qu'une politique défendant les intérêts de la bourgeoisie.

CE QUE DICTE LA CRISE DU CAPITALISME

Or, depuis la moitié des années 1970, le régime capitaliste subit une crise récurrente, marquée de phases aiguës. C'en est fini des "trente glorieuses". De plus, le capitalisme français est un capitalisme décadent. Les intérêts du capital d'un côté, de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse de l'autre, sont radicalement antagonistes. Gérer le régime capitaliste en crise, c'est obligatoirement faire supporter au prolétariat et à la jeunesse les conséquences de sa crise, de sa décadence. C'est ce qu'ont fait les gouvernements bourgeois formés par Mitterrand et que les députés du PS ont couverts. Résultat : officiellement 3 millions de chômeurs, 5 à 6 millions de personnes dont la situation est précaire, 500 000 "sans domicile fixe" ; diminution considérable du pouvoir d'achat des travailleurs, détérioration générale des conditions de travail et d'existence, remise en cause des acquis sociaux, menace sur la Sécurité Sociale ; dislocation de l'enseignement public, etc... Sans compter la corruption générale dont les "affaires" témoignent.

Défendre les intérêts élémentaires du prolétariat et de la jeunesse, satisfaire leurs revendications, répondre à leurs besoins et aspirations exigent de rompre avec la bourgeoisie, de mettre en cause, de démanteler l'Etat bourgeois, de s'appuyer sur ceux qui travaillent et produisent organisés dans leurs comités. Il faut pouvoir orienter la production, non plus selon les exigences du profit particulier mais selon un plan de production élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier et répondant aux immenses besoins des masses. Mais pour réaliser cela il est indispensable d'en finir avec la propriété privée de l'essentiel des moyens de production et d'échange, d'exproprier le capital. Voilà ce que dictent la crise générale du régime capitaliste et la décadence particulièrement marquée du capitalisme français. En quelques mots : il s'agit de s'engager sur la voie qui mène au socialisme. Il n'est pas d'autre issue progressive.

ILS SONT TOUS CONTRE LA CONSTITUTION D'UN GOUVERNEMENT PS-PCF SANS MINISTRES BOURGEOIS

La constitution d'un gouvernement des organisations politiques d'origine ouvrière, ne comprenant pas de ministres

membres d'organisations et partis bourgeois et de "personnalités" faisant partie du personnel politique de la

bourgeoisie, est la condition première, bien qu'insuffisante, pour s'engager sur cette voie. Jusqu'alors ces partis ce sont le PS et le PCF, il n'en existe pas d'autres. A deux reprises ils ont eu la majorité en sièges à l'Assemblée Nationale. Ils pouvaient décider de former ensemble un tel gouvernement. Mitterrand, les dirigeants du PS ont formé des gouvernements bourgeois et, de son côté, le PCF n'a jamais adressé aux dirigeants du PS la revendication "rompez avec la bourgeoisie". Il ne leur a jamais dit : "Nos deux partis ont ensemble la majorité à l'Assemblée Nationale, décidons de former un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois". A bien plus forte raison n'a-t-il pas engagé de campagne politique pour mobiliser le prolétariat, la jeunesse afin qu'ils exigent la constitution d'un tel gouvernement. Tout au contraire. Il a participé au gouvernement de "l'Union de la gauche". Il a désarmé politiquement la classe ouvrière. A l'Assemblée Nationale ses députés ont pratiqué un jeu de bascule — votant soit pour, soit contre, les projets gouvernementaux, ou encore s'abstenant — selon les calculs d'une arithmétique parlementaire complexe, devant assurer à

tout coup une majorité aux gouvernements formés par Mitterrand.

Prétendre que les organisations et centrales syndicales n'ont pas à se prononcer sur : quel gouvernement doit être au pouvoir, c'est mystifier la classe ouvrière. C'est une affirmation proférée par ceux qui défendent l'ordre économique, social et politique actuel. Les centrales syndicales CGT et CGT-FO, la FEN avaient le devoir de se prononcer contre la constitution de gouvernements bourgeois, pour la formation d'un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois. Ils pouvaient, par exemple, réaliser le Front Unique, appeler ensemble à une gigantesque manifestation à l'Assemblée Nationale pour exiger des députés du PS et du PCF qu'ils se déclarent souverains et forment ce gouvernement. Par tous les moyens ils ont protégé les gouvernements que Mitterrand a formés. en divisant les rangs ouvriers, en dislocant tout mouvement qui pouvait les mettre en cause, voire les balayer. Ils ont coopéré à la politique gouvernementale et patronale en participant aux organismes, aux commissions mis en place pour en discuter, l'élaborer, l'appliquer.

UNE DEFAITE POLITIQUE POUR LE PROLETARIAT

Les uns et les autres ont redouté qu'un processus révolutionnaire s'engage pour que se forme un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois ou/et à partir de sa constitution. Défendant l'Etat bourgeois, le capitalisme français en crise et décadent, ils ont provoqué la défaite politique que va subir le prolétariat. Car des millions de travailleurs ne participant pas aux élections, 70 % des suffrages exprimés allant aux organisations et partis bourgeois, le RPR et l'UDF, aiguillonnés par le FN, disposant d'une majorité écrasante à l'Assemblée Nationale, et formant un gouvernement après que par deux fois le PS et le PCF aient disposé de la majorité à l'Assemblée Nationale, qu'ils aient eu la possibilité de former un gouvernement sans

ministres bourgeois, c'est une défaite politique pour la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse. D'autant que le programme RPR-UDF est le plus réactionnaire de ceux que les partis bourgeois ont établi depuis Vichy. Tout y passe : baisse considérable du pouvoir d'achat, dégradation profonde des conditions d'existence et de travail, subordination étroite des travailleurs au capital, coupe claire dans les acquis sociaux, démantèlement de l'enseignement public, politique favorable aux propriétaires fonciers au détriment de la population, etc... Tous les aspects de la vie économique et sociale seront affectés dans un sens ultra-réactionnaire. L'application de ce programme est vital pour le capitalisme français dont la crise s'aggrave et la décadence se précipite.

POURQUOI VOTER ENCORE PS ET PCF

La classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse devront faire face. Elles feront face. Mais pour résister efficacement elles devront affronter et vaincre le gouvernement issu des élections des 21 et 28 mars. Malgré les trahisons antérieures des organisations ouvrières traditionnelles, les masses ressentiront la nécessité que ces organisations rompent avec la bourgeoisie, réalisent le Front Unique et engagent le combat, dans les conditions du moment, pour la constitution d'un gouvernement du PS et du PCF, sans ministres bourgeois. Il n'en serait pas ainsi si un Parti Ouvrier Révolutionnaire exerçait une influence décisive dans la classe ouvrière et engageait lui-même la lutte pour le pouvoir. Cela correspond à un profond besoin politique objectif du prolétariat. Mener cette action politique c'est utiliser un puissant moyen de mobilisation des masses même si, dans l'immédiat, elles sont profondément écœurées par la politique qu'ont pratiquée et pratiquent le PS et le PCF. Actuellement il n'existe pas de Parti Ouvrier Révolutionnaire. Pour le construire, il faut formuler et projeter la politique de rupture avec la bourgeoisie, de Front Unique des organisations ouvrières si dégénérées soient-elles, dans la perspective d'un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois. De cette façon seront réunies, dans le combat pour le Front Unique, les conditions de la submersion, par les masses, des vieilles organisations traditionnelles et sera créée une situation où pourra être constitué un véritable gouvernement ouvrier. Si

une organisation, même faible, présentait des candidats défendant cette orientation, le Comité, n'ayant pas les moyens d'en présenter lui-même, appellerait à voter pour eux. Ce n'est pas le cas. C'est pourquoi :

Tout en condamnant la politique suivie par les dirigeants du PS et du PCF, leurs trahisons, le Comité appelle à voter :

• au premier tour pour les candidats soit du PS soit du PCF ;

• au deuxième tour pour ceux des candidats du PS ou du PCF qui, au premier tour, seront arrivés en tête des candidats de ces deux partis exclusivement.

Bien sûr, pas une voix au FN, au RPR, à l'UDF, au MRG, mais aussi à la coalition bourgeoise "Verts-Génération Ecologie" dont le programme n'a rien à envier à celui du RPR et de l'UDF.

Le 19 février 1993,
Le Comité pour la construction du
Parti Ouvrier Révolutionnaire,
la Construction de l'Internationale
Ouvrière Révolutionnaire.

LE GROUPE TROTSKYSTE -(Tribune trotskyste)- ADHERE COLLECTIVEMENT AU COMITE

RESOLUTION DE L' ASSEMBLEE DU 14 JANVIER

C'est pour ouvrir une voie à la solution de la crise de la direction révolutionnaire que Trotsky a proclamé la 4eme Internationale et cela dans les conditions politiques et organisationnelles les plus difficiles.

Nous avons rejoint l'OCI(PCI) pour combattre pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, la reconstruction de la 4eme Internationale.

Nous ne renions pas ce choix.

Au contraire, c'est en revenant aux enseignements théoriques de Marx, Lénine, Trotsky qu'il est possible d'apprécier la situation de l'avant garde en France et à l'échelle internationale. Ce travail, nous l'avons commencé avant d'être exclus du PCI en septembre 1991.

Après notre expulsion, nous nous sommes regroupés localement pour maintenir les conditions de la discussion et du combat politique sur des bases de principe dans la perspective de participer au regroupement de militants isolés ou de groupes frappés par la crise du PCI, voulant rester fidèles au combat pour la victoire de la révolution prolétarienne.

Nous voulions analyser les racines de la crise du PCI, comprendre le plus précisément possible où on en était dans l'histoire de la 4eme Internationale.

Les conditions même dans lesquelles nous avons été exclus sont éclairantes sur ce qui était en cause:

En Juillet 91, une cellule du PCI de l'unité départementale du Puy de Dôme adressait une résolution unanime au CC pour lui demander de convoquer un congrès du PCI avant la proclamation éventuelle du PT. Les statuts du PCI faisaient obligation au CC de publier cette résolution à toutes les cellules du Parti. Le CC a violé la légalité du Parti et aucun militant ne l'a su, hors le département du Puy de Dôme.

Par contre en septembre tous les militants se voyaient sommés de voter en urgence le soutien à la procédure d'exclusion de Langevin-Drut. Bien qu'en désaccord à ce moment là avec Langevin-Drut (nous nous en expliquons plus loin), nous avons refusé de cautionner une pratique de direction qui étaient non seulement totalement antidémocratique, mais qui de plus signifiait: "La proclamation du PT se fera, elle ne sera pas discutée." Dans ces conditions, il n'y avait aucun intérêt à ruser (voter quand même la résolution pour préserver une possibilité ultérieure d'expression) d'autant que dans notre département, dès janvier 91, nous avons été à demi exclus par une partition organisée par Seldjouk et Forgue avec d'un côté les militants qui "voulait construire le MPPT" et de l'autre, ceux "qui avaient des doutes".

Ces manoeuvres, dans une période où l'appareil stalinien international est dans une crise de dislocation ont nécessairement un fonds politique; c'est cela qu'il faut dégager.

CE QU'IL EN EST DU "PARTI DES TRAVAILLEURS"

Ce fonds, comme le démontre la violation des statuts relevée plus haut, c'est la décision de proclamer le PT et donc l'orientation qui y conduisait. Notre expulsion signifiait que cela ne devait pas être discuté, même dans les conditions de démocratie toutes relatives dans lesquelles les précédents congrès avaient été réunis.

Pendant des années, on nous avait dit: "Le PCI se construit en construisant le MPPT" Or on en était arrivé au point où pour faire naître le PT, il fallait faire disparaître le PCI.

Etait ce un simple "changement d'étiquette?" Même si cela était devenu une référence purement formelle, le PCI proclamait vouloir combattre pour construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Nous avons étudié le manifeste du PT dans Tribune Trotskyste n°1. Nous avons constaté que le PT ne faisait sien aucun des objectifs de combat d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire:abolition de la propriété privée des moyens de production,destruction de l'Etat bourgeois, dictature du prolétariat.

Le deuxième congrès du PT confirme totalement qu'il n'a été proclamé que pour être un obstacle à la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire. Il suffit d'en lire le compte rendu dans Informations Ouvrières n° 56.

Examinons la déclaration de Majthé Boyadjis au nom du courant "anarcho syndicaliste", courant dont elle dit elle même ...qu'il n'existe pas!

Mais par contre son orientation existe:"Il faudra bien un jour renoncer aux

vieux réflexes nés du désaccord entre Marx et Bakounine qu'on s'est parfois évertué à examiner alors qu'il aurait mieux fallu travailler à les surmonter. "

Posons nous simplement la question de savoir ce qu'il serait advenu de la révolution d'Octobre sans le Parti de Lenine et de Trotsky qui avaient choisi Marx contre Bakounine? Sans la clarté de vue du Parti bolchevik sur la question de l'Etat, la révolution russe aurait connu le sort de la Commune de Paris. Est ce une question de détail? Les anarchistes russes ont pris les armes contre les soviets: en cela ils ne faisaient rien d'autre que de continuer le combat de Bakounine contre Marx.

Pierre Lambert s'incline respectueusement devant cette invitation à réviser le combat de Marx, Lenine et Trotsky. Il déclare:

"Il y a le courant anarcho syndicaliste, il y a le courant socialiste, il y a un courant qui se constitue: celui des militants du Parti Communiste, et il y a le courant communiste internationaliste, section française de la 4ème Internationale CIR dont je fais partie. Ces quatre courants, en définitive, si on y réfléchit bien, résument l'expérience séculaire du mouvement ouvrier. Chacun peut s'arrêter à tel ou tel moment de ce mouvement ouvrier."

Ainsi, les uns peuvent s'arrêter à l'anarchisme, d'autres au stalinisme, d'autres encore à Guy Mollet; on peut même se réclamer de Trotsky à condition de mettre son programme au placard. Mais s'agissant de l'anarchisme, du stalinisme, de la social démocratie; il ne s'agit certes pas de "courants naturels du mouvement ouvrier"; il s'agit à l'inverse de la façon dont se réfractent dans le mouvement ouvrier et en dernière analyse contre lui les forces de classe ennemies. Il n'y a pas de "courant naturel du mouvement ouvrier" pour les procès de Moscou; il n'y a pas de "courant naturel du mouvement ouvrier" pour la boucherie impérialiste de 1914; il n'y a pas de "courant naturel du mouvement ouvrier" contre la révolution d'octobre. Pourrait on construire un Parti Révolutionnaire sans qu'il se distingue en rien de ceux des partis qui défendent l'ordre bourgeois? Or, ni la lecture d'Informations Ouvrières, ni celle de la Vérité ne permet de savoir en quoi le courant communiste internationaliste se distingue des autres. Par contre, la lecture du rapport d'orientation adopté par le deuxième congrès du PT permet à tout militant qui veut bien y réfléchir de saisir ce qu'est devenue l'orientation du courant prétendument trotskyste: "La démocratie politique pourtant revendiquée naguère par les dirigeants des Partis se réclamant de la classe ouvrière est foulée aux pieds par eux. Elle nécessite pour fonctionner l'existence de Partis politiques structurés et suffisamment forts pour prendre en charge l'expression de l'ensemble des citoyens par le biais du suffrage universel. La "société politique" est alors l'émanation du peuple souverain qui délègue son pouvoir aux élus qui élaborent au sein de l'assemblée la loi que l'exécutif est chargé d'appliquer. Les institutions de la 5ème République ont totalement perverti ce système..."

"Pervertir" nous indique le Littré, c'est "changer le bien en mal". Il est donc clair qu'avant le mal, c'était le bien. Cet hommage rendu à la 4ème République en particulier et aux Etats bourgeois parlementaires en général n'est il pas d'une clarté qui se passe de tout commentaire?

Ne contient il pas, y compris l'exigence que la bourgeoisie possède des "partis structurés et suffisamment forts"?

Comment pourrait on considérer qu'il existe la possibilité d'un compromis entre cette orientation et le combat pour construire un POR?

L'orientation du PT revient à se prononcer pour la liquidation de la majorité PS PCF pour le retour de la majorité UDF RPR aux affaires. Dans la déclaration de deuxième congrès du PT, on lit :

"Ils devront rendre des comptes aux travailleurs pour avoir trahi le mandat de 81, pour s'être soumis à des institutions qui ont pour seule fonction de faire appliquer la politique du capital... Dans 4 mois, il y aura des élections législatives, nous disons à tous ceux qui ont joué le petit jeu des institutions pendant des années, à tous ceux qui veulent le jouer en soutenant la réforme institutionnelle (cette précision montre clairement que c'est au PS que les rédacteurs ont pensé): vous aurez beau faire, vous aurez beau dire: la démocratie exige que vous rendiez des comptes aux travailleurs et vous en rendrez!"

Mais comment faire rendre des comptes sinon en les faisant battre? Et qui peut les battre sinon le RPR et l'UDF? Ainsi donc au delà du discours plus ou moins radical contre le capital, c'est au RPR et à l'UDF que la "démocratie" confie le rôle de faire rendre des comptes à la majorité PS PCF!!

Par contre, la direction du PT après avoir fait signé des pétitions contre la loi Teulade ne demande aucun compte aux dirigeants de la Confédération Force Ouvrière, corédacteurs de l'avant projet de loi (comme exerçant la présidence de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie).

Ce qui est vrai de l'activité du PT en France vaut tout naturellement pour son activité internationale. Nous ne reprenons pas ici l'analyse de la Conférence de Barcelone, dont nous rappellerons simplement que dans sa déclaration à diffusion large elle ne disait pas un mot, en pleine guerre du Golfe de l'exigence de retrait

inconditionnelle des troupes impérialistes. Mais plus récemment, dans Informations Ouvrières n°48, on découvre le manifeste de fondation de la Fédération Autonome des Associations Civiles de Chine document "passionnant" selon la direction du PT et dont les objectifs à court terme sont notamment: "que le marché soit ouvert complètement, que la réforme économique s'accélère...." et les objectifs à long terme: "développer l'économie de marché, améliorer la vie de la population." Le court terme rejoint le long terme et la direction du PT est "passionnée" par la découverte que le développement de l'économie de marché en Chine ouvre la voie à "l'amélioration de la vie de la population."

Nous posons encore une fois la question: comment peut on prétendre que le PT, d'une manière ou d'une autre pourrait être un outil pour la construction du POR?

LA TENDANCE "DLV"

La claire appréciation de la politique de la direction de l'ex PCI ne nous est pas apparue soudainement. Il a fallu à la plupart d'entre nous des années pour saisir les manifestations essentielles du révisionnisme de la direction du PCI: la substitution, au combat pour le Parti Ouvrier Révolutionnaire, combattant pour la dictature du prolétariat et pour le gouvernement ouvrier comme transition, de l'orientation du "Parti des Travailleurs" sur la ligne de la "démocratie" (parlementaire bourgeoise).

Il nous a fallu des années de tâtonnements pour saisir les bases matérielles de ce révisionnisme, c'est à dire la soumission profonde à l'appareil confédéral Force Ouvrière, soumission se transformant en intégration pure et simple à l'appareil de la part de nombre de responsables syndicaux.

Lorsque des militants - dont aucun, dans ce cas, n'était un dirigeant national du PCI, avec ce que cela aurait supposé d'expérience- cherchent à comprendre ce qui ne va pas dans l'orientation de leur parti, ils raisonnent tout naturellement dans le cadre ancien; ils tentent de réformer l'orientation tout en conservant les traits fondamentaux. C'est là l'explication du passage par la tendance DLV de la plupart des militants du Groupe Trotskyste.

Revenir en quelques paragraphes sur l'histoire de la DLV ne procède pas ici d'un goût pour l'"autocritique" à la stalinienne. Mais la lucidité sur le passé est une condition nécessaire, sinon suffisante, pour y voir clair dans le présent comme dans l'avenir. Que constatons nous?

-A aucun moment, l'acte constitutif de la tendance DLV ne remet en cause ce qui est au cœur du révisionnisme de la direction de l'ex PCI: la ligne du MPPT, la ligne de la démocratie. Bien au contraire, la DLV se réclame totalement de ladite ligne du MPPT qu'il s'agirait de "dépasser" c'est à dire comme le fera remarquer sans trop de difficultés la direction de l'ex PCI: aller plus loin dans la même direction.

A aucun moment, n'est posée par la DLV la question décisive pour l'avenir du PCI à l'époque: celle de la rupture avec l'appareil, et particulièrement d'en finir avec l'inféodation servile à l'appareil confédéral F.O

Bien au contraire, le reproche de Langevin à la direction de l'ex PCI était de ne pas assez prendre en compte les prétendues "ruptures" selon lui prometteuses dans les sommets de l'appareil du PS et du PCF, "ruptures" qui bien entendu, s'agissant de Fitermann, Désir, Dray, se situent totalement dans le cadre de l'ordre bourgeois, de la recherche de nouveaux obstacles à la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Pour indiquer à quel point l'accord politique de Langevin est profond avec la direction de l'ex PCI, notons une des innombrables citations où Langevin au moment même où il est censé animer une tendance d'opposition à la direction affirme son accord profond avec ladite direction. Il s'agit ici de la "contribution politique à la discussion présentée à l'ensemble des militants présents au "Tribunal de Lima" -une de ces nombreuses réunions internationales rassemblant pêle mèle maoïstes, castristes, et autres forces soumises aux staliniens et soutenue par la direction du PCI:

"Car il n'y a pas quant au fond, d'orientation française d'une part et d'orientation internationale d'autre part. Il n'y a qu'une orientation stratégique - le combat pour la reconstruction de la 4ème Internationale comme réponse à la crise de l'humanité - et il n'y a qu'une médiation transitoire: le combat pour l'Internationale ouvrière, c'est à dire la préparation de la conférence mondiale de Barcelone en 1990, et ses expressions actuelles qui - empruntant des formes nationales évidemment diverses - ont en commun de rassembler travailleurs, jeunes, militants dans le combat pour le Parti Ouvrier Indépendant."

Cette citation entérinant totalement l'orientation internationale et l'orientation nationale (puisque les deux sont jugées inséparables) est signée par Arié, Forge, Langevin, Lliéva, Louise, Sartana, Seldjouk, Victoria. Cette citation au delà de la réaffirmation purement formelle du combat pour la reconstruction de la 4ème Internationale entérine en fait une autre orientation: celle du combat pour

l'"Internationale ouvrière" sans programme, celle du Parti Ouvrier "indépendant" sur la ligne de la démocratie "pure".

On sait de quel contenu les choses vont se remplir tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale; mais une telle citation consensuelle montre à elle seule le caractère de fausse opposition de Langevin à la direction du PCI.

L'histoire de la tendance DLV, c'est l'histoire de deux évolutions distinctes: celle de Langevin suivi plus tard par Drut, poussant jusqu'à son terme l'orientation anti trotskyste de la direction; et l'évolution inverse de nombreux militants qui avaient recherché dans cette tendance à comprendre les causes de la dégénérescence de leur Parti et à la combattre.

A cet égard la position des uns et des autres sur la guerre du Golfe est éclairante: alors que de nombreux militants -particulièrement à Clermont - cherchent à renouer le fil de l'internationalisme prolétarien et du "défaitisme révolutionnaire"(1), ce qui signifiait notamment le combat pour le retrait inconditionnel des troupes du Golfe, ce qui signifiait de dénier aux puissances impérialistes le droit de "négocier" quoique ce soit en Irak, ce qui signifiait la rupture avec l'appel des 75; Langevin-Drut votent au Comité Central le quitus à la direction du PCI. Mieux même, Langevin reprochera à la direction du PCI ...de ne pas nouer des liens avec l'appel Fitermann Gallo dit "La Paix maintenant" dont la première phrase commence à exiger ...le retrait des troupes irakiennes ...du Koweït!

Ce qui suit en découle: l'exclusion de Drut Langevin du PCI ne provient nullement de la rupture de Langevin d'avec le trotskysme - car alors la direction du PCI eût dû s'exclure elle-même!. Elle ne provient pas d'avantage du fait que Drut Langevin représentaient une menace par l'expression d'une orientation réellement différente de celle de Seldjouk-Lambert. La vérité est qu'il s'agit d'une autre forme de la même orientation: celle de la "nouvelle représentation politique de la classe ouvrière" (sans programme révolutionnaire), celle de la "démocratie" - comme l'illustrera bien le titre de la revue de Langevin, celle du soutien à l'appareil.

Cela ne signifie pas que la haine politique des uns pour les autres soit feinte. V.R.P vendant la même marchandise frelatée sur un marché passablement saturé, ils sont naturellement en concurrence. Ils se trouvent seulement que si la direction de l'ex PCI se présente comme le meilleur serviteur de Blondel, Drut Langevin rêvent plutôt d'être les porteurs de valise de Chevènement, Le Pors, Fitermann, Dray.

De tels projets ne pouvaient qu'être totalement antagoniques avec la recherche visant à renouer avec la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire; et les artifices auxquels se livrèrent Drut et Langevin pour empêcher les militants qui allaient constituer le Groupe Trotskyste de défendre leur position n'ont d'intérêt qu'anecdotique: il s'agissait bien entendu d'empêcher tous les militants de l'ex DLV, qui sans doute au départ étaient bien loin de partager la volonté de Drut et Langevin de rompre la référence au combat pour le Parti Révolutionnaire, de se saisir de la discussion.

Notons pour conclure que la direction de l'ex PCI ne parle que de l'orientation de Démocratie à ses militants, dans Informations Ouvrières et ailleurs. On le comprend aisément: Drut-Langevin ralliés à l'économie de marché - pas d'avantage, il faut le reconnaître que les amis russes et chinois du Parti des Travailleurs, d'ailleurs!- et à des forces politiques réactionnaires constitue somme toute un "adversaire" idéal. Il serait plus difficile de parler aux militants du Groupe Trotskyste, qui a sorti 6 bulletins Tribune Trotskyste pour donner sa position; puisque précisément les militants du Groupe Trotskyste sont restés fidèles au programme de la 4ème Internationale.

LA DISCUSSION AVEC LE COMITÉ POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

Quelques mois après avoir été exclus du PCI, et la séparation avec Drut Langevin, le Groupe Trotskyste a décidé d'ouvrir la discussion avec le Comité pour la Construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Dès novembre 91, nous avons refusé de voter la "motion de délimitation politique" que prétendait nous imposer Langevin dans le plus pur style de la direction du PCI nous sommant de "caractériser" Just.

Notre décision de discuter avec le Comité procédait d'une réflexion simple: nous portions l'appréciation selon laquelle l'orientation du MPPT avait matérialisé le renoncement au combat pour le Parti Révolutionnaire puis sa liquidation. Or, précisément, au delà du montage policier à laquelle s'était livrée la direction du PCI, c'est bien à cause de ce refus de la ligne du MPPT que Just et ses camarades avaient été exclus.

Qu'a fait apparaître la discussion suivie avec le Comité pour la Construction pour le Parti Ouvrier Révolutionnaire, discussion qui rappelle le a connu quatre échéances: invitation du Comité à Clermont Ferrand, journées d'étude communes de Juin

92, participation de deux camarades du groupe invités à l'organisme national du Comité, journée d'étude de Lyon du 11 Novembre?

Est apparu un large accord sur l'analyse théorique de la situation et les tâches.

Sans que la liste soit exhaustive, indiquons quelques éléments:

a) La dégénérescence de l'ex PCI se traduit par l'orientation de la "démocratie" (se présentant comme sans contenu de classe c'est à dire en réalité bourgeoise) et celle du MPPT. Cette ligne exprime la soumission totale de la direction de l'ex PCI à la direction confédérale FO. Cette ligne de la "démocratie" a trouvé son aboutissement avec le soutien à l'appel des 75, exprimant le passage ouvert du PCI sur le terrain de la coexistence pacifique, du droit des puissances impérialistes à "négocier" sur le dos des travailleurs au Moyen Orient. A travers cette échéance décisive, se manifeste le caractère irrédressable du PCI.

La dégénérescence irréversible du PCI a entraîné avec elle la dégénérescence de toutes les organisations de la 4ème Internationale CIR, compte tenu de la place centrale qu'y occupait le PCI. Cette dégénérescence a trouvé des manifestations évidentes encore tout récemment. Ainsi le Parti des Travailleurs du Sénégal - à la création duquel les militants de la "4ème Internationale CIR" ont contribué largement se prononce pour la défense de la "nation sénégalaise", et des "propositions constructives" à Abdou Diouf, premier personnage de l'Etat pro impérialiste sénégalais (IO n° 58 p 12 et 13)

Depuis 1953, le PCI incarnait comme organisation le combat pour la reconstruction de la 4ème Internationale. Ce combat avait connu bien des vicissitudes et nombre d'organisations un temps engagées dans ce combat (SWP, puis SLL notamment) avaient dégénéré politiquement. La mort du PCI comme organisation révolutionnaire signifie la fin du combat pour la reconstruction de la 4ème Internationale. Il s'agit maintenant de combattre pour l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire sur la base des acquis politiques et programmatiques de la 1ère, de la 2ème de la 3ème et de la 4ème Internationale.

b) La situation politique mondiale peut se résumer ainsi:

"Ceux d'en haut ne peuvent plus, mais ceux d'en bas ne peuvent pas encore."

Cela signifie que dans le contexte actuel de crise approfondie de l'impérialisme mondial, la bourgeoisie est partout contrainte d'entamer un combat frontal contre la classe ouvrière.

En même temps, et malgré les reculs successifs imposés au prolétariat, elle est incapable d'en assurer l'écrasement.

c) La situation française s'inscrit dans ce contexte: avec le retour d'une majorité RPR-UDF à l'Assemblée, les élections législatives de mars 1993 vont définitivement clore la période ouverte en mai-juin 1981.

A l'inverse du discours pseudo radical sur la "constituante", couverture du retour d'une majorité RPR-UDF à l'Assemblée, le combat des révolutionnaires reste et restera celui du front unique ouvrier: le combat pour que les masses imposent aux vieilles directions qu'elles rompent avec la bourgeoisie pour composer un gouvernement des organisations ouvrières sans ministre bourgeois.

Dans la période précédente (1981-1993), cela signifiait le combat pour que la majorité PS-PCF à l'Assemblée exerce sa souveraineté, rompe avec la bourgeoisie et le gouvernement bourgeois, constitue un gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois. Sous cette forme ce combat est terminé.

Nôtre tâche essentielle est donc de préparer les inévitables affrontements de la prochaine période, sans, bien sûr, présumer des délais.

d) S'agissant des syndicats, il y a accord pour nous réapproprier les acquis du léninisme en particulier ceux des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste notamment sur les points suivants:

- Nous affirmons notre droit imprescriptible à nous organiser en fractions communistes dans les syndicats. C'est non seulement un droit mais une nécessité pour combattre la politique des appareils qui tous, sous des formes diverses tendent en permanence à attacher l'organisation syndicale au char de l'Etat bourgeois

- Les fractions syndicales dans les syndicats conformément aux vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste sous le contrôle de l'ensemble du Parti ce qui signifie qu'il n'y a aucune autonomie des fractions par rapport à l'ensemble du Parti. LE TRAVAIL SYNDICAL N'EST PAS UN TRAVAIL DE SPECIALISTE.

- Il n'y a nulle autonomie des questions syndicales par rapport aux Questions politiques. Nous récusons la différence entre "économique" et "politique" comme définissant la sphère respective du "syndical" et du "politique". Comme l'a montré Lénine pas une seule question syndicale n'est étrangère au Parti; pas une seule question politique n'est étrangère au syndicat. A titre d'exemple, considérer que les syndicats doivent rester "neutres" sur la question de la guerre du Golfe mieux encore qu'il ne fallait pas intervenir sur cette question "pour ne pas passer" est un sommet d'opportunisme. Comment par exemple, les dockers pourraient ils être neutres sur l'envoi des troupes et des armes qu'ils ont charge de convoier? A l'inverse, il fallait

combattre y compris dans les syndicats pour le retrait inconditionnel des troupes d'Irak, le boycott de l'envoi d'armes et de troupes etc.

-La question centrale dans les syndicats aujourd'hui c'est la lutte contre la participation sous toutes ses formes. Le combat pour l'indépendance des syndicats, en effet c'est celui de l'indépendance par rapport à l'Etat bourgeois et non le prétendu combat pour l'indépendance réciproque des syndicats et des partis. Nous combattons en effet à la fois pour la démocratie syndicale bafouée quotidiennement par l'appareil et convaincus que seule une direction révolutionnaire des syndicats peut véritablement assurer leur indépendance.

-Le combat dans le syndicalisme enseignant a été jusqu'à octobre 92 celui pour la préservation de l'unité de la FEN, combat dont les enjeux n'étaient évidemment pas limités à l'enseignement. Ce combat a été assumé - avec les limites de ses forces - par Tribune Syndicale Unitaire. Les appareils (UID, UA, dirigeants CGT et FO) ont réussi à casser la FEN (appuyés par la LCR et le PT). Aujourd'hui, dans des conditions nouvelles, il s'agit de combattre pour le Front Unique des organisations syndicales, pour la défense des syndicats nationaux etc. dans la perspective d'un courant intersyndical de lutte des classes.

-Dans l'enseignement comme partout, les révolutionnaires rejettent tout esprit de "boutique" syndical. Un militant est d'abord, ou qu'il soit y compris dans le syndicat un militant révolutionnaire. Il considère que la seule opposition de classe passe entre les syndiqués de base qu'ils soient CGT, FO, ex FEN et l'appareil syndical et non entre syndiqués CGT et syndiqués FO etc. Toute autre position reviendrait à se situer sur un terrain de division donc en dernière analyse sur celui de l'appareil.

-La politique de l'appareil a considérablement affaibli les organisations syndicales. C'est dire que confiner notre intervention au syndicat reviendrait à renoncer à s'adresser à la grande majorité. Voilà pourquoi le travail syndical ne saurait constituer la totalité de notre activité dans l'entreprise. La nécessité de s'adresser politiquement à tous les travailleurs demeure, et les limites de nos forces ne changent rien à cette nécessité.

e) Le Parti à construire est un Parti bolchevik léniniste, régi par le centralisme démocratique. Le centralisme démocratique peut différer dans sa traduction pratique selon les moments de la lutte des classes (il n'a pas la même forme en période non révolutionnaire et en période d'insurrection par exemple) mais ses principes: liberté totale dans la discussion, unité totale dans l'action demeurent.

Sur la base de ce constat, le GROUPE TROTSKYSTE PROPOSE AU COMITE LE REGROUPEMENT DE NOS FORCES DANS LE COMBAT POUR LE P.O.R sur la base des acquis de la 1ere, de la 2eme, de la 3eme et de la 4eme Internationale dans la continuité de l'action de Marx, Lenine et Trotsky. Ce regroupement doit prendre la forme de l'adhésion collective au Comité et ceci pour une raison simple: c'est le Comité qui, contre la ligne de la démocratie, du MPPT, du cassage de la FEN a assuré la continuité du marxisme, du léninisme, du trotskysme. C'est ce combat que progressivement, et à travers une réflexion difficile, nous avons reconnu comme légitime. C'est ce combat que nous inscrivons désormais comme notre propre héritage en demandant à adhérer collectivement au Comité.

Le regroupement des forces ne signifie pas que le Parti soit construit, pas même que puisse être proclamée l'organisation révolutionnaire. Nous ne sommes pas des marchands d'illusion.

Elle signifie cependant un premier pas contre le courant de dislocation résultant de la trahison des dirigeants du PCI. En ce sens, ce premier pas prend toute son importance. Il représente un élément encourageant pour des centaines de militants encore dans le PCI ou l'ayant quitté qui gardent confiance dans la validité du programme de la révolution socialiste.

(1) Ce qui ne signifie pas que les deux camps pouvaient être mis sur le même plan. Les révolutionnaires étaient clairement pour la défaite des forces impérialistes et par principe pour la victoire de l'Irak, indépendamment du fait que la victoire de l'impérialisme était militairement prévisible.

Clermont Ferrand
le 14 Janvier
adopté par 17 pour
et une abstention

REPONSE DU COMITE AU GROUPE TROTSKYSTE

Chers Camarades,

Le Comité National a pris connaissance de la résolution que l'Assemblée Générale du Groupe Trotskyste de Clermont-Ferrand, en date du 14 janvier, a votée. Le C.N. est pleinement d'accord avec elle et donc avec sa conclusion :

«Le regroupement de nos forces dans le combat pour le POR sur la base des acquis de la 1ère, de la 2e, de la 3e et de la 4e Internationales, dans la continuité de l'action de Marx, Lénine et Trotsky (auxquels il faut bien sûr ajouter Engels - le CN). Ce regroupement doit prendre la forme de l'adhésion collective au Comité et ceci pour une raison simple : c'est le Comité qui, contre la ligne de la démocratie, du MPPT, du cassage de la FEN a assuré la continuité du marxisme, du léninisme, du trotskysme. C'est ce combat que progressivement, et à travers une réflexion difficile, nous avons reconnu comme légitime. C'est ce combat que nous inscrivons désormais comme notre propre héritage en demandant d'adhérer au Comité».

En retour il faut dire que "l'adhésion collective" du groupe trotskyste de Clermont-Ferrand au Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, la construction de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire, non seulement le renforce, mais confirme que le combat difficile qu'il a mené depuis 1984 était nécessaire. Il ne fait aucun doute que votre groupe renforcera le Comité non seulement en nombre de militants mais politiquement.

De plus, le Comité, comme votre groupe, considère : que l'ex-PCI est mort en tant qu'organisation trotskyste ce qu'a confirmé sa dissolution, de facto, dans le PT ; que la IVe Internationale-CIR est également morte en tant qu'organisation trotskyste ; qu'en conséquence c'en est fini de la continuité du combat pour la reconstruction de la IVe Internationale qu'elle a assumée. Désormais il faut ouvrir la perspective de la construction, sur la base des acquis théoriques et politiques des quatre premières Internationales, d'une nouvelle Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Mais pas plus que le groupe trotskyste de Clermont-Ferrand, le Comité ne tire un trait sur les militants qui sont encore membres de l'ex-PCI ou de IVe Internationale-CIR ou qui en ont été membres. Or, l'adhésion collective de votre groupe au Comité peut avoir un important impact sur nombre d'entre eux, leur ouvrir une voie en ce moment politiquement difficile à tout point de vue,

LA IVe INTERNATIONALE

Le constat de la mort comme organisation trotskyste du PCI, de IVe Internationale-CIR et finalement de celle de la IVe Internationale est indispensable. Il ne suffit pas. Pour construire le Parti Ouvrier Révolutionnaire et l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire, indispensables à la victoire de la révolution prolétarienne dans chaque pays et dans le monde, il faut en dégager les causes, en partant d'ailleurs de la IVe Internationale.

La proclamation de la IVe Internationale, en septembre 1938, était, en raison des circonstances historiques — l'inévitabilité de la deuxième guerre mondiale — juste et nécessaire. Elle était possible parce que, bien que faible, la IVe Internationale incarnait la continuité du combat pour la révolution prolétarienne mondiale. Son programme (le programme de transition "l'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale", mais pas seulement, tout l'acquis théorique et politique du mouvement ouvrier international depuis sa formation (notamment celui contenu dans les textes et résolutions des quatre premiers congrès de la IIIe Internationale)) l'armait théoriquement et politiquement. Le combat pour la construction et ensuite la reconstruction de la IVe Internationale a fait vivre ce programme et l'a même enrichi dans une certaine mesure. Il était parfaitement justifié d'écrire dans le programme de transition :

«Des sceptiques demandent : mais le moment est-il venu de créer une Internationale "artificiellement" ; seuls de grands événements peuvent la faire surgir, etc... Toutes ces objections démontrent seulement que les sceptiques ne sont pas bons à créer une nouvelle Internationale. En général, ils ne sont bons à rien.

La IVe Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'Histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La Troisième Internationale après la Deuxième est morte pour la révolution. Vive la IVe Internationale».

Le mérite impérissable de la IVe Internationale aura été de maintenir haut, en dépit de toutes les difficultés et vicissitudes, pendant la deuxième guerre mondiale, le drapeau de l'internationalisme prolétarien, de poursuivre le combat pour la formation d'une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat, de faire vivre le programme de la révolution prolétarienne.

FORCE ET FAIBLESSE DE LA IVe INTERNATIONALE

Cependant, comme toute organisation combattant la société bourgeoise, pour la révolution prolétarienne, pour le socialisme, la IVe Internationale n'en était pas moins un produit historique. En son sein des contradictions existaient et se sont développées. Elle était formée de matériaux produits de la lutte internationale des classes se déroulant à une étape donnée, dans des conditions données. Elle ne pouvait échapper aux contradictions existantes dans toute organisation révolutionnaire et aux contradictions spécifiques résultant de son histoire et de l'histoire en cours. L'idée d'une organisation ouvrière immunisée contre toute dégénérescence est étrangère au marxisme. Produit du développement historique, instrument de l'histoire, elle agit sur le développement historique, mais il agit aussi sur elle.

La IVe Internationale a participé de cette dialectique historique. Il faut dégager les contradictions précises qu'elle n'a pu dénouer positivement et qui, finalement, l'ont détruite. Le programme de transition affirmait :

«Mais les sceptiques ne se taisent pas "Est-ce que le moment est venu de la (la IVe Internationale) proclamer maintenant ?". La IVe Internationale, répondons-nous, n'a pas besoin d'être "proclamée". ELLE EXISTE ET ELLE LUTTE. Elle est faible ? Oui, ses rangs sont encore peu nombreux, car elle est encore jeune. Ce sont, jusqu'à maintenant, surtout des cadres. Mais ces cadres sont le seul gage de l'avenir. En dehors de ces cadres, il n'existe pas sur cette planète, un seul courant révolutionnaire qui mérite réellement ce nom. Si notre internationale est encore faible en nombre, elle est forte par la doctrine, le programme, la tradition, la trempe incomparable de ses cadres».

Tout dans cette appréciation est vrai. A cette précision près : l'histoire a montré que "la trempe incomparable" des cadres de la IVe Internationale, c'était surtout Trotsky qui l'avait.

En effet, il concentrait l'expérience politique, la richesse des enseignements de trois révolutions, de la direction du Parti bolchevik, de la IIIe Internationale, de la prise et de l'exercice du pouvoir, de la construction de l'Etat ouvrier, de l'organisation et de la direction de l'armée rouge, du commencement d'édification d'une économie planifiée sur la base de la propriété étatique des moyens de production. Mais il concentrait aussi l'expérience de la formation de la bureaucratie du Kremlin, des défaites que le mouvement ouvrier européen a subies dans les années qui suivirent la victoire de la révolution russe, de la croissance et de la victoire de la bureaucratie du Kremlin, du combat contre elle, de la dégénérescence de l'Etat ouvrier, du Parti bolchevik et de la IIIe Internationale transformée en parti de la bureaucratie et en son instrument international. Il rassemblait aussi l'expérience de l'opposition de gauche, de celle pour la IVe Internationale, de la montée et de la victoire du fascisme en Italie, en Allemagne, en Espagne et ailleurs, de la lutte contre lui, de l'écrasement du mouvement ouvrier. A quoi il faudrait ajouter, notamment, l'expérience de la montée et de la défaite de la 2e Révolution chinoise.

LES ERREURS DE LA NOUVELLE DIRECTION DE LA IVe INTERNATIONALE

Le fascisme, l'hitlérisme ont pu broyer le prolétariat parce que la 2e Internationale a sauvé, à la fin de la première guerre mondiale et au début des années vingt, le régime capitaliste en endiguant et en brisant la vague révolutionnaire générée par la guerre et parce que la bureaucratie du Kremlin, au moyen de son appareil international, a été la grande organisatrice des tragiques défaites que les prolétariats ont subies au cours des années trente, dont celle du prolétariat allemand. De plus : non seulement le fascisme, mais la bureaucratie du Kremlin et ses agences ont exterminé les combattants et les dirigeants de la révolution russe, l'avant-garde du prolétariat mondial et, en fin de compte, Trotsky. Elle a décapité la IVe Internationale. Mais déjà, au moment où a éclaté la deuxième guerre mondiale, des dirigeants parmi les principaux de la IVe Internationale, les Rous et les Naville, ont déserté, tandis que d'autres montraient leur insuffisance, les Schartman et autres. En Europe, l'occupation et la répression allemandes l'ont démantelée. De

nombreux dirigeants, anciens et nouveaux, ont été exterminés. Aux USA la direction du SWP a montré ses limites.

Une nouvelle direction de la IVe Internationale s'est formée pendant la guerre qui, à la fin de celle-ci, l'a reconstituée. Mais de nombreuses et importantes erreurs ont été commises pendant, à la fin et au lendemain de la guerre. La nouvelle direction n'a pas été capable de réapprécier la situation mondiale. Alors que la perspective ouverte était que le capitalisme ne parviendrait pas à se stabiliser et à se reconstruire, le contraire s'est produit. Alors que le pronostic était l'effondrement de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, l'effondrement des bureaucraties réformistes et syndicales, le contraire s'est produit. Alors qu'il était estimé que la bureaucratie du Kremlin ne pouvait exproprier, dans les pays de l'Europe de l'Est soumis à son contrôle, les bourgeoisies de ces pays, le contraire s'est produit.

Les erreurs ne se sont pas "limitées" là (si l'on peu dire). La IVe Internationale et ses organisations étaient considérées comme achevées, définitivement structurées. Elles n'avaient plus qu'à grandir et se renforcer. La direction de la IVe Internationale se considérait comme étant déjà la direction révolutionnaire du prolétariat. Les termes utilisés étaient "la direction de rechange". La réalité était bien différente. Les organisations de la IVe Internationale étaient peu ou pas implantées dans le prolétariat. Leur composition était principalement petite bourgeoise. Dans les pays où il en existait, le nombre de leurs militants dépassait rarement quelques centaines. La sélection de leurs directions devait beaucoup au hasard. Quant à la "direction internationale", c'était la même chose. La vérité était que des forces étaient rassemblées pour construire dans chaque pays des Partis authentiques de la IVe Internationale et former dans le processus de leur construction des directions ; que la même chose était vraie au niveau international, des forces existaient pour construire la IVe Internationale et dans ce processus former une direction. Les étapes et les formes de cette construction ne devaient être ni fixées, ni figées d'avance. La "direction de rechange" était un mythe. Elle ne peut d'ailleurs qu'être un mythe. Une nouvelle direction du prolétariat se constituera dans le processus de la lutte des classes par la construction de l'Internationale et de ses Partis. Elle ne peut être proposée au moment opportun au prolétariat, toute faite comme du prêt à porter. La classe ouvrière s'apercevant de la trahison de ses vieilles directions en changerait. Un peu comme on remplace une roue de sa voiture dont le pneu est crevé, par la roue de secours que l'on a dans le coffre.

LES LIMITES DU COMITE INTERNATIONAL

Lorsque l'économie capitaliste fut reconstruite, que le capital fut exproprié en Europe de l'Est, en Chine, que la "guerre froide" eut atteint son paroxysme, que la IVe Internationale, ses organisations eurent subi crise sur crise, la "direction de rechange" se transforma en une direction capitulatrice, destructive et liquidatrice de la IVe Internationale. En juin 1953 cette "direction" s'est rangée du côté de la bureaucratie du Kremlin et de son agence Est-allemande contre le prolétariat de cette partie de l'Allemagne. Le révisionnisme sous sa forme pabliste faisait subir à l'intérieur et du sommet de la IVe Internationale à celle-ci une première défaite.

Le mérite historique du PCI a été d'engager le combat dès la fin 1950 contre le pabliste révisionniste et finalement

liquidateur de la IVe Internationale. C'est à partir du combat politique qu'il a mené tout seul, avant d'en être exclu le 1er juillet 1952, qu'a pu se constituer, en novembre 1953, le Comité de la IVe Internationale. Cependant le PCI était épuisé et laminé. Le CI de la IVe Internationale s'est formé à la suite de l'appel du Socialist Workers Party des Etats Unis "aux trotskystes du monde entier", en novembre 1953. Mais jamais il n'a joué le rôle qui aurait dû être le sien, à savoir : combattre réellement dans l'action politique le révisionnisme liquidateur, cela à l'échelle internationale, reformer en fait la IVe Internationale. Il était dominé par le SWP qui était atteint de "national trotskyste".

Déjà pendant la guerre, après que Trotsky ait été assassiné, le SWP avait fait peu d'efforts pour que vive un centre international. Au lendemain de la guerre il avait laissé au Comité Exécutif Européen, formé pendant la guerre, la direction de la IVe Internationale. En 1945-46 il était axé entièrement sur la perspective de la révolution aux USA en de courts délais. En lieu et place ç'avait été la réaction brutale : loi Taft Harley sur le droit de grève et, dans les syndicats, la chasse aux sorcières contre les "communistes", le tout culminant avec le Mac-Carthisme. En 1950-53, il avait laissé les mains libres au Secrétariat International contre la section française. Il niait l'existence du révisionnisme pabliste. Ce n'est qu'au jour où Pablo avait tenté de former au sein du SWP un courant ouvertement révisionniste (la tendance Clark) que la direction du SWP avait réagi en excluant cette tendance.

Le PCI subissait une nouvelle crise. Des dirigeants comme Bleibtreu (qui avait dirigé dès la fin 1950 la lutte contre le pabliste) Lequesne, le quittaient. Ils avaient découvert une nouvelle panacée pour construire le Parti Ouvrier Révolutionnaire : utiliser la crise que la bureaucratie du Kremlin et son appareil international traversaient pour "construire des comités de redressement communiste". La grande majorité des militants baissaient les bras et fuyaient le PCI. Des dirigeants ayant émergé au cours de la guerre, qui étaient "reconnus" et avaient une importante expérience politique, il ne restait que Lambert. L'alignement pendant la première partie de la guerre d'Algérie (jusqu'à la venue au pouvoir de De Gaulle) du PCI sur la politique du Mouvement Nationale Algérien s'est traduit par de nouvelles et importantes pertes. Le PCI était hors d'état, à ce moment-là, d'impulser le Comité International de la IVe Internationale.

Les années passant, les déceptions d'après guerre, les coups subis pendant le Mac-Carthisme, le piétinement, les reculs du SWP sont devenus intolérables pour sa direction et une grande partie de ses militants. Le poids écrasant de l'impérialisme américain les a fragilisés. Pour eux, la révolution cubaine a été une divine surprise rompant, leur a-t-il semblé, leur isolement. Hansen a utilisé une expression qui exprime parfaitement ce que la révolution cubaine et le castrisme ont été pour eux : «*Castro et les dirigeants de la révolution cubaine sont des marxistes naturels*», a-t-il dit. Du côté du Secrétariat International, la forme pabliste du révisionnisme ne convenait plus. Profitant de ce que Pablo était emprisonné à Amsterdam pour sa participation à une activité du FNL algérien, Germain et ses amis l'ont écarté du SI. Pour eux aussi la révolution cubaine et le castrisme sont venus à point. Les "théories" selon lesquelles la troisième guerre mondiale était imminente, qu'elle serait une "guerre-révolution", une "révolution-guerre" où la bureaucratie du Kremlin devrait se mettre à la tête du processus révolutionnaire, n'étaient plus utilisables. Le castrisme venait au bon moment, il devenait le nouveau substitut au programme de la IVe Internationale. Une base

existait pour la "réunification" entre le SWP, l'organisation moréniste et le SI de Germain et consorts. En 1963 ils formaient le Secrétariat Unifié.

EXPLOSION DU COMITE INTERNATIONAL...

Le PCI n'avait pas survécu à la venue au pouvoir de De Gaulle. Pendant plusieurs années il n'existait plus en France qu'un regroupement sans expression officielle et sans appellation, n'ayant qu'une vie souterraine. Néanmoins, en accord avec la Socialist Labor League, ce regroupement a maintenu le Comité International de la IVe Internationale. Mais le révisionnisme, en détruisant partiellement le CI, venait de porter un nouveau coup très dur à la IVe Internationale. D'ailleurs le CI est resté sans vie politique, sans activité réelle jusqu'en 1965. Cette année-là une organisation trotskyste ouvertement proclamée, l'Organisation Communiste Internationaliste, est réapparue en France. L'OCI a réussi à imposer à la direction de la SLL qu'elle organise à Londres la IIIe Conférence du Comité International

Formellement la direction de la SLL admit la nécessité de reconstruire la IVe Internationale et du combat pour la reconstruire, les textes adoptés en témoignent. Après elle a tout fait en pratique pour empêcher leur application. La direction de la SLL se situait en réalité sur une orientation qui était une version du "national trotskyste". Elle estimait qu'en Angleterre la révolution était imminente. Elle était alors la plus forte organisation trotskyste existant dans le monde. Selon sa direction, elle deviendrait très rapidement le parti dirigeant du prolétariat anglais et que, non moins rapidement, elle prendrait le pouvoir. Dès lors une impulsion décisive serait donnée à la construction sous sa direction de la IVe Internationale. C'était, en des conditions différentes, la reproduction du schéma : construction du Parti Bolchevik, prise du pouvoir en octobre 1917, constitution et construction de la IIIe Internationale. La conséquence ce fut l'éclatement, la liquidation du Comité International de la IVe Internationale.

La SLL ne put éviter de participer à quelques initiatives internationales, que l'OCI a impulsées, se situant sur la ligne de la construction d'une Internationale révolutionnaire de la jeunesse, notamment au rassemblement international de la jeunesse à Essen (4-5 juillet 1971). Mais pressée par l'OCI d'organiser la IVe Conférence du Comité International, saisie de textes et de propositions politiques allant dans le sens de la reconstruction de la IVe Internationale, la direction de la SLL eut recourt à de multiples manœuvres dilatoires. Finalement, de son propre chef, elle réunit quelques groupes qu'elle contrôlait qui décidèrent "d'exclure" l'OCI et les organisations en accord avec cette dernière, du Comité International. Ultérieurement elle rebaptisait la SLL qui devenait le Workers Revolutionary Party. En même temps, elle affirmait que son regroupement était la IVe Internationale. Depuis le WRP a volé en éclats et son regroupement international également. Mais pour le Comité International c'était un naufrage. Le révisionnisme, sous une troisième forme, gagnait contre la IVe Internationale, une troisième manche.

... AU CORQI

En juillet 1972 sous l'impulsion de l'OCI, le Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la IVe Internationale était formé. En quelques années l'OCI était devenue une force politique suffisante pour qu'elle puisse concrétiser en actes

politiques son orientation de reconstruction de la IVE Internationale. Dans deux textes récents (CPS n° 41 - supplément n° 1 - 1er mars 1992 "La nouvelle école de falsification" ; CPS n° 41 - supplément n° 2 - 10 mai 1992 "De l'opportunisme... au révisionnisme... au liquidationnisme") ont été soulignées quelques faiblesses, contradictions, altérations par rapport au programme, à la stratégie, à la tactique de construction du Parti révolutionnaire qui ont marqué la politique que l'OCI a suivie et à partir de là qu'elle a été construite. Mais au moins jusqu'à l'épisode de la "fusion" entre le CORQI et l'organisation Moréno (la Fraction Bolchevik) en décembre 1980 où fut constitué "IVE Internationale Comité International" et sa rupture rapide à la fin de 1981, non sans faiblesses et insuffisances, l'OCI a maintenu l'orientation de reconstruction de la IVE Internationale.

Cependant, une "égratignure" peut être à l'origine "d'une gangrène". Ainsi que le démontrent les textes qui viennent d'être rappelés et également la brochure "Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI", le révisionnisme a lentement incubé à l'intérieur de la direction de l'OCI, l'a imprégné peu à peu. Jusqu'au jour où il y a eu un saut qualitatif en relation avec les développements de la lutte des classes en France. Au point de départ, il y a la crise de la IVE Internationale, le désarmement théorique et politique des militants après la quasi destruction en France de toute organisation trotskyste.

LES LIENS NOUÉS AVEC LES APPAREILS BUREAUCRATIQUES

Mais il ne faut pas omettre la longue période "d'essor" du régime capitaliste. Certes le volant d'entraînement de l'économie capitaliste pendant ces années, qui ont été appelées "les trente glorieuses", ce fut le parasitisme et principalement l'économie d'armement. Le formidable élargissement à l'échelle internationale du crédit a permis de financer cet "essor" et d'élargir considérablement les marchés. La surexploitation par les puissances impérialistes des pays semi-coloniaux a été une source d'immenses quantités de plus-value. Dans ces conditions la bourgeoisie des pays capitalistes dominants a été en mesure de faire d'importantes concessions aux puissants prolétariats de ces pays ("Il y a du grain à moudre" - Bergeron).

Dans les pays capitalistes dominants d'Europe, après la deuxième guerre mondiale, la lutte des classes est marquée de traits très particuliers. Dans aucun de ces pays la bourgeoisie n'a retrouvé sa puissance politique d'avant-guerre. Dans tous elle reste dépendante de l'impérialisme américain. Pourtant elle retrouve, jusqu'au début des années soixante-dix, une prospérité économique certaine. Par contre, les prolétariats sortent de la guerre politiquement très forts, ou retrouvent rapidement une grande puissance, bien qu'étant grandement entravés par les bureaucraties des partis et des syndicats ouvriers. De grandes luttes des classes prolétariennes ont lieu qui posent objectivement la question du pouvoir. Deux exemples pris en France : la grève générale réalisée spontanément, en août 1953, par les travailleurs des services publics et les fonctionnaires qui submergent les appareils syndicaux ; la grève générale de mai-juin 1968 également réalisée spontanément en submergeant les appareils. L'une et l'autre ont posé objectivement la question du gouvernement, la question du pouvoir. Mais l'une et l'autre ont finalement été coiffées, contrôlées, disloquées et liquidées par les appareils

staliniens et "réformistes" des centrales syndicales. En contre partie la bourgeoisie a dû et a pu "accorder" d'importantes concessions économiques et sociales à la classe ouvrière, à la population laborieuse, à la jeunesse.

Pendant plusieurs dizaines d'années le "réformisme" s'en est alimenté. Il a connu un certain "regain". Bergeron étalait complaisamment les "acquis" qu'il attribuait à "la politique contractuelle" (voir CPS n° 46). Les "appareils" du mouvement ouvrier sont devenus énormes et tentaculaires. Conjointement à la crise de la IVE Internationale, au désarmement politique et théorique des militants de l'OCI, une symbiose s'est opérée au sommet entre le principal dirigeant de celle-ci et les appareils traîtres du mouvement ouvrier, en l'occurrence l'appareil de FO, mais il y a eu aussi la longue fréquentation de l'appareil de la FEN. En même temps, Lambert construisait à l'intérieur de l'OCI un mini-appareil qui lui-même était de plus en plus lié à l'appareil FO et dont un grand nombre de ses membres, et pas des moindres, devenait des déracinés sociaux. La conquête de la direction de l'UNEF a été pour l'OCI un important succès politique mais qui a eu son revers. La direction de l'UNEF, son petit appareil, Cambadélis en tête, ont tissé des liens serrés entre le mini appareil de l'OCI et les grands appareils de FO, de la FEN et plus tard entre le mini appareil du PCI et l'appareil du PS.

DE L'OPPORTUNISME AU REVISIONNISME

De longue date les manifestations d'opportunisme n'ont pas manqué. Parmi elles le vote des rapports moraux et d'activité aux congrès de la Confédération FO et quelquefois aux congrès de la FEN. Mais comme toujours les manifestations d'opportunisme sont devenues évidentes et dominantes en fonction d'événements politiques majeurs. L'appel à voter Mitterrand dès le premier tour des élections présidentielles de 1981 a marqué pour l'OCI un tournant. Ensuite alors que l'élection de Mitterrand à la présidence de la République, celle d'une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée Nationale exigeaient que soit développé le combat sur la ligne du programme de transition vers un gouvernement ouvrier et paysan. C'est-à-dire : adresser au PS et au PCF les revendications "rompez avec la bourgeoisie, réalisez le Front Unique, formez un gouvernement sans ministres représentant d'organisations et partis bourgeois ou membres du personnel politique de la bourgeoisie" ; militer pour que les dirigeants des centrales syndicales rompent eux-mêmes avec la bourgeoisie, réalisent le Front Unique, appellent à une manifestation nationale de l'ensemble des travailleurs et l'organisent, pour imposer aux députés du PS et du PCF qu'ils agissent ainsi qu'il vient d'être défini. Bien entendu suivre cette orientation politique était inéluctablement couper tout lien avec les appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier. Lambert et le mini appareil de l'OCI qui rapidement allait devenir le PCI ont renforcé leurs liens avec ces appareils. Leur opportunisme et les liens déjà serrés qui les unissaient à l'appareil de FO jouaient dans ce sens.

Cependant au 26e congrès, fin décembre 1981, le PCI était reproclamé. Cela aurait dû vouloir signifier que la construction directe du parti français de la IVE Internationale était à l'ordre du jour. D'autant que depuis plusieurs années déjà la direction faisait un bruit assourdissant sur "le Parti des 10 000". En réalité ce fut une diversion pour faire passer une politique de soumission à l'appareil FO, au gouvernement de "l'Union de la gauche".

Ainsi que vous le soulignez dans votre résolution, le 28e congrès du PCI, en mai 1984, a marqué un saut qualitatif : l'opportunisme s'est transformé en révisionnisme, lequel triomphait à la direction du PCI qui y soumettait le Parti. Un processus similaire se déroulait dans le CORQI. D'abord fusion sans principes et rupture sans plus de principes avec la fraction bolchevik. Puis une politique qui a conduit de la conférence de Caracas à celle de Barcelone dont votre résolution montre le caractère et où fut proclamée "l'Entente Internationale des Travailleurs" conglomérat sans principes où sont rassemblés des détritres du mouvement ouvrier international, des éléments petits bourgeois, des petits apparatchiks et de faux trotskystes.

PERSPECTIVE

Alors que le processus de décomposition du régime capitaliste atteint désormais les métropoles impérialistes, que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties qui, en Europe de l'Est, étaient ses satellites, se sont disloquées, que leur systèmes politiques se sont effondrés, que par suite de la gestion bureaucratique l'économie de ces pays a craqué et que les différentes fractions des bureaucraties s'efforcent de rétablir, au compte de l'impérialisme, le capitalisme dans les pays où la propriété privée des moyens de production avait été abolie, le mouvement ouvrier est en pleine crise. Lui aussi se décompose, sans cependant que se soit amorcée sa recomposition sur un nouvel axe. C'est que, pour les raisons indiquées plus haut, la IVe Internationale et ses partis ne sont pas au rendez-vous de l'Histoire. Pire encore, les organisations qui s'en réclament sont elles aussi passées du côté de la défense de l'ordre bourgeois. Elles aussi se décomposent. Cependant elles sont devenues de nouveaux obstacles rendant plus difficile la construction de Partis Ouvriers Révolutionnaires et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Que de ce fait une

immense confusion politique existe dans le prolétariat et la jeunesse est dans l'ordre des choses.

Mais la crise du régime capitaliste et celle qui existe dans les pays de l'Europe de l'Est et dans ceux de l'ex-URSS ne peuvent que se poursuivre et s'aggraver, bien qu'il puisse y avoir des oscillations (sans parler de la Chine). Or, à échéance prévisible, en dépit de la confusion politique du prolétariat, de l'absence d'organisations révolutionnaires, la bourgeoisie et ses agents sont incapables de l'écraser comme il le fut en Europe au cours des années trente. Il est donc inéluctable que si le processus de décomposition du mouvement ouvrier, tel que l'a façonné un siècle et demi d'histoire et celui de sa recomposition sur un nouvel axe ne sont pas synchrones, à plus ou moins longue échéance, ce dernier s'engagera nécessairement.

Le rôle du Comité est de contribuer, autant que cela lui est possible, à l'apparition et au développement du processus de recomposition sur un nouvel axe du mouvement ouvrier, en s'y préparant lui-même. Ce n'est donc pas de se prétendre le POR et encore moins l'IOR. Mais si faible soit-il, il lui faut défendre le programme de la IVe Internationale dans sa totalité et les acquis des précédentes Internationales, non de façon livresque mais en les traduisant politiquement en fonction des développements nationaux et internationaux de la lutte des classes.

Camarades, bienvenue au Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire. D'ores et déjà il considère que vous faites partie, de plein droit et sans aucune restriction, de ses membres.

Le Comité National
Le 12 février 1993

DECLARATION DU COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE, LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

A BAS LES NOUVELLES AGRESSIONS IMPERIALISTES CONTRE L'IRAK

A nouveau, couverte par l'ONU, sous l'impulsion de l'impérialisme américain, la coalition impérialiste (à laquelle l'impérialisme française participe activement), bombarde l'Irak et massacre sa population. Pour terroriser le peuple irakien, et tous les peuples du Moyen Orient, tous les prétextes sont utilisés. L'un d'eux : la dictature que Sadam Hussein exerce sur le peuple irakien, les Chiites, les Kurdes. Et les régimes des émirs du pétrole, du roi d'Arabie Saoudite, de Hafez el Assad en Syrie, ne sont-ils donc pas des dictatures sanglantes, pourtant ce sont des alliés de la coalition impérialiste. Comment qualifier Israël qui, à Gaza et en Cisjordanie, tue chaque jour des Palestiniens, déporte dans la neige, le froid, le dénuement 415 d'entre eux, pour tenter de briser la lutte que le peuple palestinien mène depuis des décennies pour récupérer son pays ? Des raids impérialistes contre l'Irak, à la répression contre le peuple palestinien, à l'alliance avec les émirs et rois

du pétrole, qui appliquent la "charia", une même politique : soumettre à la botte de l'impérialisme et d'abord de l'impérialisme américain les peuples du Moyen Orient.

- Arrêt immédiat des raids impérialistes contre l'Irak ;
- Retrait des forces armées impérialistes du Moyen Orient ;
- Notamment et sans délais, des forces armées de terre, de mer, de l'air, françaises ;
- Arrêt de l'embargo contre l'Irak ;
- A bas la répression israélienne contre le peuple palestinien ;
- Front Unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, pour imposer ces exigences.

"LE DEVOIR D'INGERENCE"

Jadis, en Afrique, en Asie et ailleurs, le missionnaire ouvrait la voie au soldat et au colon. Aujourd'hui, au nom du "devoir d'ingérence humanitaire", Kouchner et ses alterego réclament la présence des forces armées impérialistes pour garantir la distribution de "l'aide alimentaire" et soulager les populations

des souffrances qui les accablent. Ils oublient seulement de dire quelle est la cause de la faim et des autres maux terribles qui accablent ces peuples, à savoir : la domination d'hier et d'aujourd'hui de l'impérialisme.

LA SOMALIE

L'exemple de la Somalie est probant. Dès la moitié du 19^e siècle l'impérialisme anglais a occupé le nord de la Somalie qui est au débouché de la mer Rouge sur l'océan Indien. A la suite de la Conférence de Berlin, où les grandes puissances européennes se sont partagées l'Afrique, en 1885, l'Italie a colonisé le sud de la Somalie. En 1945, malgré sa défaite, l'Italie a maintenu son contrôle sur "sa" partie de Somalie. Ce n'est qu'en 1960 qu'ont été unifiés le Sud et le Nord de la Somalie et que ce pays a accédé à une indépendance formelle, son régime politique étant celui que les impérialismes italien et anglais ont agréé. En 1969, à la suite d'un soulèvement de la police et de l'armée, le général Mohamed Syaad est devenu président. Le nouveau régime s'est lié, pour un temps, à la bureaucratie du Kremlin à laquelle il a concédé des bases. Il s'est alors paré de l'étiquette "socialiste". En 1978, profitant de la situation critique du régime institué en Ethiopie, après le renversement du Négus, le général Mohamed Syaad a fait envahir par son armée l'Ogaden, province peuplée de Somalis, mais que les Anglais avaient, au siècle passé, livrée à l'Ethiopie. Mais alors le Kremlin a abandonné le général Mohamed Syaad et soutenu le régime d'Addis Ababa. L'armée somalienne a reflué et le régime de Syaad n'a été sauvé du désastre que par l'aide que l'impérialisme US, relayant le Kremlin, lui a apportée.

La dictature du général Mohamed Syaad a exacerbé les contradictions héritées de l'impérialisme. Elle a accentué les oppositions claniques et elle a été incapable de surmonter l'impasse économique. Le corps des officiers s'est divisé. Les généraux Mohamed Farok Aidid et Mahdi ont organisé une résistance armée. Le 30 décembre 1990 un soulèvement populaire a chassé Syaad de Mogadiscio. Le Congrès de la Somalie Unifiée (CSU) a pris le pouvoir. Rapidement il a éclaté. Un an après que le CSU ait pris le pouvoir la guerre s'est engagée entre les généraux Aidid et Mahdi. Le processus de désagrégation de la Somalie s'est accéléré, les antagonismes claniques se sont exaspérés. Les dévastations, la famine et la mort se sont répandues.

A l'origine il y a : la domination et l'exploitation impérialistes correspondant aux appétits et exigences des puissances colonisatrices et s'opposant à un développement économique, à partir duquel se serait formée une nation unifiée. Pourquoi 36 000 soldats armés jusqu'aux dents ont-ils débarqué ? Parce que la Somalie est une position stratégique qu'il faut contrôler, pour contrôler d'un côté le Moyen Orient, de l'autre l'Afrique noire. Leur tâche ? Reconstruire un Etat carcan du genre de ceux qui se sont succédés depuis la fin de la colonisation directe, dont celui de Mohamed Syaad.

L'EX-YOUGOSLAVIE

Quant à la Serbie, à la Croatie, à la Bosnie, les tueries et affrontements actuels découlent de l'action qu'ont exercé sur eux les puissances impérialistes, la bureaucratie du Kremlin et son sous-produit titiste, et que les puissances impérialistes exercent encore. Serbes, Croates, Bosniaques parlent pratiquement la même langue. Mais les uns écrivent en lettres cyrilliques, les autres en lettres latines, une partie de la population serbe se dit de religion orthodoxe, une partie de la population croate de religion catholique, une partie de la population bosniaque de religion musulmane. Mais dès avant la première guerre mondiale, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine étaient asservies à l'empire austro-hongrois. Après cette guerre, l'impérialisme français a érigé la monarchie serbe, devenue son instrument, en monarchie dénommée "monarchie serbe, slovène et croate" à laquelle "a adhéré" la Bosnie-Herzégovine. Ce n'est qu'en 1931 que le royaume s'est appelé royaume de Yougoslavie. En 1941, après une brève campagne militaire, l'impérialisme allemand a partagé la Slovaquie avec l'Italie à laquelle fut également attribuée la côte dalmate ainsi qu'une partie de la Macédoine. Il a créé un

royaume de Croatie. La Serbie a été réduite à la "vieille Serbie" (Belgrade et Nis), le reste a été attribué à la Hongrie.

En 1945, sous la direction du Parti Communiste Yougoslave, la Yougoslavie est reconstituée. Elle comprend la Serbie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine, les Républiques autonomes du Kosovo et de Vojvodine. Mais le découpage des Républiques est arbitraire. Il répond à des manipulations bureaucratiques plus qu'aux exigences de l'histoire de la géographie et de l'économie. Après s'être refusés de se subordonner à la bureaucratie du Kremlin, Tito, le PCY, la bureaucratie yougoslave ont laissé pénétrer à nouveau les capitaux et les marchandises impérialistes. Ils ont massivement endetté la Yougoslavie auprès du FMI et des grandes banques internationales, encouragé une résurgence du capitalisme et favorisé l'inégalité de développement économique entre les Républiques. Les particularismes nationaux ne pouvaient, dans ces conditions, que s'affirmer et se renforcer. Au lendemain de la mort de Tito, une très dure crise économique a sévi. Telles sont les origines du drame qui se joue entre les pays et dans les pays de l'ex-Yougoslavie.

RIVALITES INTERIMPERIALISTES

Ce n'est pas tout. Les intrigues de différentes puissances impérialistes se sont développées, d'autant plus que s'effondraient en Europe les régimes subordonnés au Kremlin.

L'impérialisme allemand a tout fait pour disloquer la Yougoslavie, transformer la Slovaquie et la Croatie en bases favorisant sa pénétration dans les Balkans et en Europe de

l'Est. L'impérialisme français a tenté de maintenir, en appuyant la Serbie, le cadre de la Yougoslavie. A défaut il a favorisé la dislocation de la Bosnie-Herzégovine et l'établissement de la Grande-Serbie. A son tour, l'impérialisme américain a contribué à ce que se rassemblent les conditions de la constitution de la Grande-Serbie pour faire

barrage à la pénétration allemande. Il veut établir une vaste plate-forme pro-américaine au flanc de l'Est de l'Europe, comprenant la Turquie, la Grèce, la Macédoine, la Grande-Serbie. Les "casques bleus" ne sont que l'avant-garde d'une intervention armée des USA, de la France, de l'Angleterre, s'ils l'estiment nécessaire.



Oui, la situation des masses est terrible en Bosnie-Herzégovine et en Somalie notamment, mais les responsables ce sont les puissances impérialistes.

Retrait inconditionnel des troupes impérialistes de toutes les régions de l'ex-Yougoslavie et de Somalie, qu'elles agissent ou non sous le prétexte d'une "aide humanitaire" et la couverture de l'ONU.

Les troupes françaises sont engagées dans le monde sur vingt et un théâtres d'opérations.

Immédiatement retrait des troupes françaises, qu'elles soient affublées ou non de casques bleus.

Combattre pour le Front Unique, sur ces points, des organisations ouvrières, partis et syndicats.

Le retrait de toutes les troupes impérialistes, la cessation des interventions multiformes des puissances impérialistes, sont les pré-conditions à la solution des problèmes auxquels des peuples comme ceux de l'ex-Yougoslavie, ou le peuple somalien sont confrontés, même s'ils ne suffisent pas à les résoudre. En effet, seule la réalisation des Etats Unis Socialistes des Balkans pourrait, résoudre ceux des pays de l'ex-Yougoslavie, y compris ceux permettant le respect des droits nationaux.

Le 18 janvier 1993

**SOMMAIRE SUPPLEMENT A C.P.S. N° 46
NUMERO SPECIAL - 19 FEVRIER 1993**

- SE PREPARER A FAIRE FACE ET A ENGAGER LE COMBAT CONTRE UNE MAJORITE DE DEPUTES ET UN GOUVERNEMENT ULTRA-REACTIONNAIRES 1
- LE GROUPE TROTSKYSTE (TRIBUNE TROTSKYSTE) ADHERE COLLECTIVEMENT AU COMITE 3
- REPOÑSE DU COMITE AU GROUPE TROTSKYSTE 9
- DECLARATION DU COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE, LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE 13

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 100 FFR

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST
Envoyer à : Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX

SOMMAIRE C.P.S. N° 44 3 OCTOBRE 1992

• APRES LE REFERENDUM SUR LE TRAITE DE MAASTRICHT	1
• ACHARNES A DETRUIRE LA F.E.N. LES APPAREILS SE SONT DRESSES CONTRE CE QUI POUVAIT SAUVER SON UNITE :	
UN VERITABLE CONGRES EXTRAOR-DINAIRE DEMOCRATIQUE.....	6
• "LA CRISE DU SYNDICALISME"	12
INTRODUCTION	12
<i>PREMIERE PARTIE : LA CRISE DES SYNDICATS OUVRIERS :</i>	
UNE REALITE QUI FAIT COULER BEAUCOUP D'ENCRE.....	13
• CONJONCTURE ECONOMIQUE MENAÇANTE.....	19
ADDITIF.....	26
• A BAS L'INTERVENTION MULTIFORME DES PUISSANCES IMPERIALISTES DANS L'EX-YOUGOSLAVIE !	27
• ALLEMAGNE : AGGRAVATION DES CONTRADICTIONS (FIN).....	34

SOMMAIRE C.P.S. N° 45 5 DECEMBRE 1992

• 1981-1993 : UNE ETAPE POLITIQUE S'ACHEVE	1
• RATP : LES CONDUCTEURS MYSTIFIES.....	7
• DESTRUCTION DE LA FEN... ET MAINTENANT.....	13
• LA CRISE DU SYNDICALISME.....	18
<i>DEUXIEME PARTIE : LES REPONSES DE LA DIRECTION DE LA C.G.T....</i>	<i>18</i>
• APERÇU SUR LA CRISE ITALIENNE.....	26
<i>PREMIERE PARTIE : AMATO FAIT PASSER SON PLAN.....</i>	<i>26</i>
<i>DEUXIEME PARTIE : DE L'UNIFICATION, AU FASCISME, A LA CRISE REVOLUTIONNAIRE (1943-45).....</i>	<i>29</i>
<i>TROISIEME PARTIE : L'ALTERNATIVE : DECOMPOSITION OU REVOLUTION.....</i>	<i>33</i>

SOMMAIRE C.P.S. N° 46 4 FEVRIER 1993

• EDITORIAL	1
• A PROPOS DU "DEVOIR D'INGERENCE"	5
• LETTRE DE DEUX ENSEIGNANTS DE MONTPELLIER.....	8
• POUR LE FRONT UNIQUE DES SYNDICATS DES ENSEIGNANTS.....	10
• LA CRISE DU SYNDICALISME.....	15
<i>TROISIEME PARTIE : AUX ORIGINES DE LA C.G.T.-F.O.....</i>	<i>15</i>
<i>QUATRIEME PARTIE : F.O. DES "TRENTE GLORIEUSES"</i>	
<i>A LA CRISE ECONOMIQUE.....</i>	<i>18</i>
<i>CINQUIEME PARTIE : F.O. CONFRONTEE AUX EXIGENCES DU CAPITALISME EN CRISE.....</i>	<i>23</i>
• RUSSIE : OU EN EST LA PRIVATISATION ?.....	28